

À propos de M. REGLING ; comment Bruxelles impose sa politique des retraites, des salaires et de l'énergie en France



Comme je l'explique dans mes conférences, c'est en effet l'une des personnes essentielles qui a contribué à fixer la politique économique et sociale de la France. Car, avec les fonctionnaires de sa direction, il est l'auteur des « Recommandations spécifiques à la France » faites par la Commission européenne dans son Rapport COM (2003) du 8 avril 2003 concernant les Grandes orientations des politiques économiques des États-membres (période 2003-2005).

Les principaux points de ce rapport consistaient à IMPOSER à la France, quel que soit son gouvernement (UMP, PS, etc., peu importe) les politiques suivantes :

1- abaisser le déficit public sous la barre de 3 % du PIB en 2004 au plus tard,

=> d'où les appels incessants à réduire le déficit public, appels qui se sont soudain arrêtés avec la crise de 2008 : dès lors qu'il s'est agi de "sauver les banques", rien n'a été trop beau et le déficit public est monté, en France et en Europe, jusqu'à 8% du PIB dans le silence médiatique général !

2- "réduire le coût de la main d'œuvre, notamment pour les bas salaires" [sic !],

=> d'où les plans pour développer les "petits boulots", les CDD et les contrats à temps partiel. Le prétendu "gouvernement français" a récemment annoncé qu'il travaillait sur des contrats à temps partiel de 7 heures de travail par semaine...

3- "réformer le marché du travail en « simplifiant » la protection de l'emploi et en imposant des schémas d'emploi et de carrière « plus flexibles » [re-sic !],

=> d'où les plans visant à faciliter les licenciements (cf. le contrat CPE de M. de Villepin, qui avait jeté 2 millions de Français dans les rues, et qui n'était que la mise en œuvre des instructions européennes)

Union Populaire Républicaine | UPR

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie, en libérant la France de la prétendue union européenne, de l'OTAN et de l'euro~~

4- réformer complètement notre système de retraite,

=> d'où le forcing fait, par tous les relais d'opinion médiatiques, pour inciter la France à adopter un système de retraites par capitalisation au lieu de notre système par répartition. Ceci n'a pour l'instant pas été suivi d'effets importants, et heureusement car la crise survenue en 2008 a prouvé, dans des cas dramatiques aux Etats-Unis, que des retraités dont les retraites avaient été investies en actions pouvaient se retrouver sans ressources en quelques semaines.

5- élever l'âge effectif de la retraite [la Commission a indiqué successivement 65 puis 67 ans et vise désormais 70 ans...],

=> d'où la récente déclaration de François Fillon, qui a annoncé qu'il fallait harmoniser avec l'Allemagne l'âge de départ à la retraite en le portant à 70 ans ; d'où aussi la grande discrétion des socialistes sur cette question des retraites.

6- "enrayer la spirale des dépenses dans le secteur de la santé",

=> d'où les décisions régulières de "dérembourser" de plus en plus de médicaments, la création d'un "droit d'entrée" de 30 euros pour avoir accès à l'aide médicale d'État, etc.

7- "mettre en concurrence les marchés de l'énergie, notamment gaz et électricité".

=> d'où la décision, scandaleuse entre toutes, du prétendu "gouvernement français" d'ouvrir en janvier 2010 le marché du gaz à JP Morgan et Goldman Sachs : des hausses considérables du gaz et de l'électricité sont à prévoir de cette prétendue "ouverture à la concurrence" qui devrait bien plutôt s'appeler "feu vert pour procéder au racket des consommateurs français"

Il est à noter que M. Klaus REGLING, qui a quitté ses fonctions à la Commission européenne en 2008, est l'actuel Directeur Général du trop fameux Fonds européen de stabilité financière (FESF)... !

François ASSELINEAU